

# DYNAMIQUE DE L'EXTRÉMISME VIOLENT EN AFRIQUE :



Écosystèmes conflictuels, écologie politique et propagation du proto-État  
**Policy Brief**

## CONTEXTE

Les huit guerres les plus meurtrières du 21<sup>e</sup> siècle comprenaient la bataille contre Boko Haram dans le bassin du lac Tchad et trois autres impliquant des groupes violents s'inspirant des idéologies d'Al-Qaïda et de Daech.<sup>1</sup> Sur les cinq pays du monde qui ont connu les plus fortes augmentations de la violence politique en 2020, quatre (Nigéria, République démocratique du Congo, Mali et Cameroun) ont été touchés par ces groupes et les conflits qui les entourent. Ces tendances inquiétantes se sont poursuivies en 2021, malgré les efforts nationaux et internationaux persistants pour les contrer, le Mozambique rejoignant le Sahel sur la liste des conflits croissants.

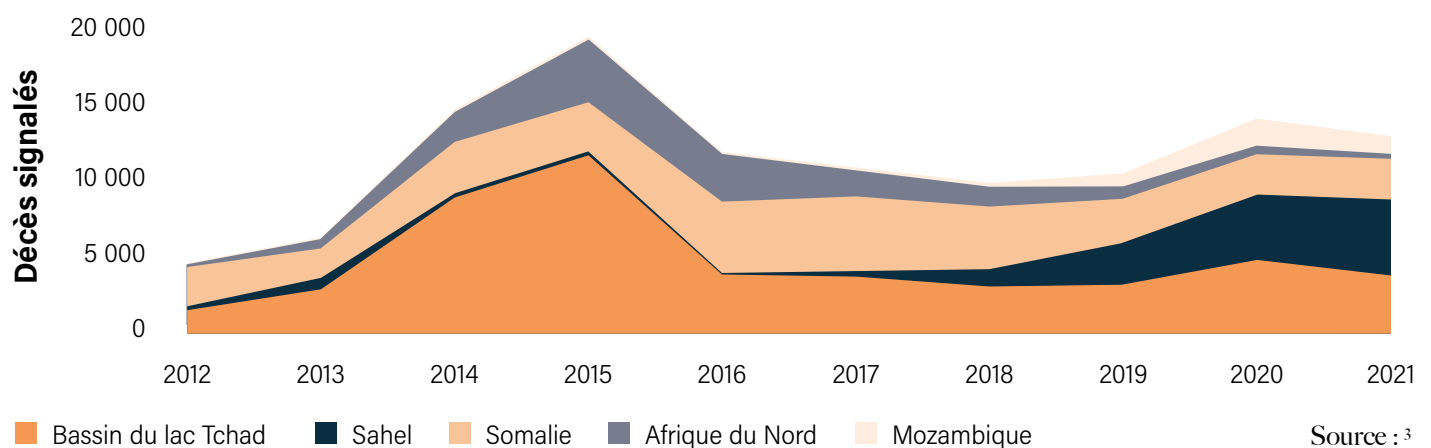
La violence liée à ces groupes au Sahel a presque doublé en 2021 (passant de 1 180 à 2 005 événements), ce qui met en évidence l'escalade rapide de la menace

sécuritaire dans cette région.<sup>2</sup> Cette augmentation de 70 % d'une année sur l'autre poursuit une escalade continue de la violence qui a commencé en 2015. Bien que la violence ait commencé au Mali, elle s'est largement répandue au Burkina Faso, avec 58 % de tous les événements de ce type enregistrés au Sahel.

La violence perpétrée par des groupes extrémistes violents (GEV) se réclamant de ces idéologies a diminué dans le bassin du lac Tchad et au Mozambique en 2021, alors qu'à travers l'Afrique, le nombre de décès a diminué de 7 %, mais a tout de même dépassé 12 000 décès. Les batailles avec les forces de sécurité et les groupes armés non étatiques ont représenté 52 % des incidents en 2021, un changement particulièrement marqué en Somalie.

### FIGURE 1.

Évolution des décès liés aux groupes militants « islamistes » en Afrique par lieu d'incidence



Source : <sup>3</sup>



# DES RECRUES INDIVIDUELLES AUX CONCURRENTS STRUCTURÉS À L'ÉTAT

Le *Plan d'action 2015 de l'ONU pour la prévention de l'extrémisme violent*<sup>a</sup> présente un programme vaste et ambitieux et note que les Piliers I<sup>a</sup> et IV<sup>b</sup> de la Stratégie antiterroriste mondiale de l'ONU<sup>5</sup> ont souvent été négligés. Le rapport phare du PNUD *Journey to Extremism*<sup>6</sup> décrit les choix faits par les recrues individuelles dans ces groupes et les facteurs qui les influencent, dont beaucoup devraient être abordés par ces piliers souvent négligés.

Cette note d'orientation passe en revue l'expérience des bureaux de pays du PNUD dans cinq zones de conflit<sup>c</sup> ainsi que la littérature universitaire et spécialisée à travers le prisme complémentaire de la dynamique des élites locales et nationales et des communautés et groupes qu'elles dirigent.

Nous observons que :



Les GEV opèrent dans les « écosystèmes conflictuels » complexes et changeants de ces régions ;



leurs progrès doivent être considérés dans le contexte des relations entre les populations et leurs écosystèmes ainsi qu'entre les élites politiques concurrentes ;



ils semblent évoluer à partir de petites bandes pour devenir des concurrents proto-étatiques pour acquérir l'allégeance des communautés ; et



ces groupes sont à la fois mondiaux et locaux, idéologiques et économiques.

a « Éliminer les conditions propices à la propagation du terrorisme ».

b « Garantir le respect des droits de l'homme et la primauté du droit en tant que base fondamentale de la lutte antiterroriste ».

c Sahel (Liptako-Gourma), Bassin du lac Tchad, République démocratique du Congo, Somalie et Mozambique.

Au fur et à mesure qu'ils grandissent et s'enrichissent, ces groupes construisent des structures locales très proches d'un État. En effet, ils commencent à concurrencer les gouvernements non seulement par la coercition, mais aussi en promettant certains des services locaux les plus essentiels que les gens veulent, comme la sécurité et des décisions rapides sur les différends. Ils peuvent le faire de manière cruelle et oppressive, mais même cela peut initialement attirer les communautés qui en ont assez de l'anarchie et de l'insécurité. Cela est plus évident dans les groupes de longue date comme Al-Shabaab en Somalie que dans les groupes plus récents comme ceux de Cabo Delgado au Mozambique, tandis que ceux du Sahel se développent vers le type de capacité observé en Somalie. Aucun de ces groupes n'est encore un soi-disant califat, comme Daech l'a proclamé, et aucun n'est encore au pouvoir comme les talibans en Afghanistan, mais la réponse à la menace qu'ils représentent nécessite une stratégie qui reconnaisse cette nouvelle situation.

Ces groupes violents transnationaux et mondiaux (extrémistes) et les groupes violents locaux qui revendiquent l'inspiration des idéologies adoptées

par Al-Qaïda ou Daech (GEV) reflètent une version compétitive d'un « État médiatisé »<sup>7</sup>. Ici, ce n'est pas l'État seul, mais aussi des GEV plus profondément structurés, qui négocient avec (d'autres) sources d'autorité non étatiques pour remplir des fonctions de gouvernement. En effet, les GEV les plus profondément structurés présentent de nombreuses caractéristiques d'un « proto-État », tel qu'identifié à l'origine dans les structures évolutives prémodernes, marqué récemment par Daech.<sup>8</sup>

Les concepts que ce rapport utilise pour catégoriser les groupes ne reflètent pas la terminologie de l'ONU. Les termes servent de cadre analytique pour offrir une description nuancée et contextualisée de la dynamique multiple des groupes et des acteurs que le rapport étudie. Ils tiennent compte du fait que les groupes et acteurs opèrent sur différents niveaux géographiques et stratégiques et dont les sources d'inspiration et les aspirations varient. Par conséquent, ce rapport doit être lu en partant du principe qu'une réponse contextualisée à l'extrémisme violent et au terrorisme nécessite une analyse régulière des conflits qui prend en compte les menaces volatiles et changeantes.



© PNUD/République démocratique du Congo

# GRIEFS LOCAUX

Ces groupes violents s'attaquent aux griefs locaux qui cimentent leur implantation au sein des communautés lésées. Par leur implantation locale, elles génèrent les revenus (généralement illicites) nécessaires au fonctionnement des structures du groupe. Ces activités les mettent en contact avec des groupes purement criminels, avec lesquels ils partagent un intérêt à affaiblir la capacité de l'État dans les zones qu'ils contrôlent.

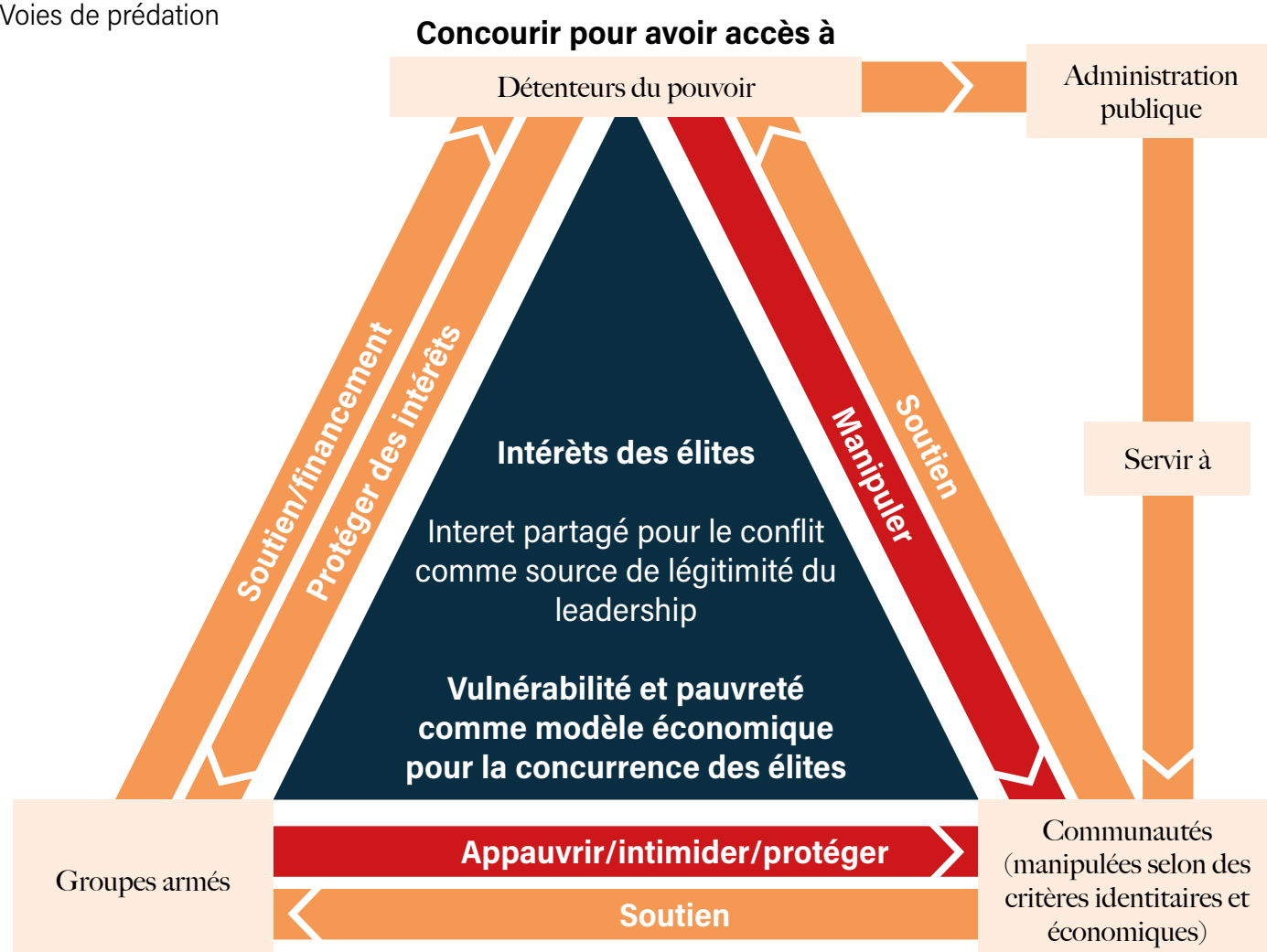
Les griefs les plus courants dont se nourrissent les groupes extrémistes violents (GEV) comprennent :

- l'**éloignement** de la capitale (et un sentiment de marginalisation qui en résulte, exacerbé par une allocation des ressources de l'État centrée sur la capitale) ;

- un sentiment d'**injustice**, de discrimination ou de victimisation au sein des communautés (qui est facilement approprié pour le recrutement de GEV), souvent lié aux abus des forces de l'État ou des milices associées ;
- les perceptions de **la corruption** (au sens le plus large du terme) parmi un large éventail d'élites et de détenteurs du pouvoir ;
- les griefs concernant (la perception de) la gestion injuste des **terres**, qui est inextricablement liée à l'accès aux ressources en eau, et la dégradation des terres qui en résulte (exacerbée par le changement climatique) ; et
- la lenteur ou l'inefficacité de la **justice** et du règlement des différends par l'État.

**FIGURE 2.**

Voies de prédation



# ÉCONOMIES POLITIQUES LOCALES

Les détenteurs du pouvoir de tous les groupes identitaires dont la position dépend de leur relation patrimoniale avec les clients de « leur » groupe identitaire bénéficient (en réalité, peuvent dépendre) de la persistance des griefs du groupe identitaire et du sentiment d'être menacés. Ils partagent donc un intérêt à l'instabilité et à la pauvreté persistantes.

D'où leur intérêt à favoriser les ruptures identitaires entre les groupes et à saper la confiance. En cela, ils collaborent volontiers avec les GEV locaux qui partagent ces intérêts, même s'ils se font concurrence pour le contrôle et l'influence. Les intérêts partagés des élites dans les griefs continus, l'insécurité et la pauvreté accompagnent une concurrence intra-élite aiguë à la fois au sein des groupes identitaires et entre eux.

Cela sape la prestation des services publics, qui est de plus en plus motivée par les intérêts des élites privées, et érode davantage la confiance des communautés dans l'État. L'accès des élites aux contrôles administratifs génère une telle concurrence interne que les GEV peuvent facilement utiliser l'inefficacité du service public comme point d'entrée.

Les dirigeants qui cherchent à moderniser, réformer ou innover dans la gouvernance et l'économie opèrent au sein de cette économie politique, caractérisée par les « business models » des élites patrimoniales, tout comme les GEV et autres groupes contestataires. Ces élites dépendent de la persistance des griefs et des peurs des groupes identitaires pour renforcer leurs positions - des griefs qu'elles peuvent aussi bien créer que manipuler. Bien qu'elles parlent souvent de réforme, dans la pratique, certaines élites résistent aux changements qui pourraient saper la dépendance de « leurs » circonscriptions vis-à-vis de leur rôle de clientélisme. Cette économie politique

limite également la liberté d'action de ceux qui cherchent à stimuler l'innovation.

Comprendre ce lien d'incitations prédatrices dans le contexte local est essentiel pour déterminer les perspectives réelles des champions de la réforme, étant donné que la vulnérabilité et la pauvreté sont le modèle commercial central de ces élites patrimoniales.



Plutôt que de travailler à résoudre les conflits, ce sont souvent des élites puissantes qui encouragent les changements et l'augmentation de la violence pour consolider leurs positions ou pour profiter de l'évolution des circonstances politiques. Il y a des avantages évidents à s'engager dans la violence, dont le principal est qu'il s'agit d'une arme efficace pour s'emparer du pouvoir politique. En résumé, la politique engendre la violence politique.



# VISIONS GLOBALES

Cependant, une image réductionniste des GEV en tant qu'acteurs purement économiques - ou, en fait, en tant qu'exploitants de griefs - perdrait de vue les aspects idéologiques de leur stratégie, de leurs objectifs et de leur attrait. Bien que chaque groupe soit différent, avec des messages et des objectifs spécifiques à leur contexte, ils s'engagent tous dans un discours s'attaquant aux gouvernements complices d'une guerre mondiale perçue contre l'islam et se positionnent comme faisant partie de mouvements idéologiques mondiaux.

Leur avantage comparatif par rapport aux autres groupes armés non étatiques repose en partie sur leur réputation effrayante, qui découle entre autres de celle de leur parrain mondial, et en partie sur l'attrait de leur « offre » idéologique pour les alliés potentiels de l'élite. Pour autant, ils n'ont en aucun cas éliminé la concurrence, et l'écosystème du conflit reste encombré et complexe.

## Conclusions et recommandations

### 1. Compréhension suffisamment détaillée pour soutenir une réforme efficace

Les femmes et les hommes vivent différemment la violence et la dislocation économique provoquées par les activités des GEV. Ils jouent souvent, ou sont censés jouer, des rôles sociaux différents et vivent différemment la dégradation de l'environnement. Les femmes et les jeunes en viennent également à comprendre leur situation par différents moyens ou médias et leur capacité à répondre à ces situations varie également.

Les femmes ont été utilisées par Boko Haram comme kamikazes et par Al-Shabaab comme sources de renseignement, mais d'un autre côté, les femmes

constituent l'épine dorsale de nombreux efforts de consolidation de la paix et de soutien aux victimes. Il ne faut pas imaginer que les rôles et les réponses des femmes soient plus homogènes que ceux des hommes. Au contraire, vu la diversité de leurs réponses, il est d'autant plus important de veiller à ce que les femmes et les hommes soient pleinement impliqués à chaque étape, de l'analyse à l'exécution en passant par l'évaluation.

### Recommandations :

- Investir dans une analyse minutieuse et sensible au genre des processus qui permettent aux GEV de se développer aux niveaux local, infranational, national, régional et mondial et mettre constamment à jour cette analyse ;
- Appliquer la compréhension acquise au cours de ce processus pour fournir un leadership éclairé et s'engager dans un dialogue politique sur les principaux facteurs favorables à l'expansion des GEV (en particulier les points communs énumérés ci-dessus<sup>d</sup>), en veillant à ce que ces conversations offrent des forums sûrs et inclusifs dans lesquels les voix des femmes et des jeunes peuvent être entendues et prises en compte.

### 2. Analyse des options stratégiques disponibles pour répondre aux enjeux en cours liés aux GEV

Alors qu'en 2016, peu de GEV dans la région représentaient une concurrence sérieuse pour l'État (Al-Shabaab en Somalie étant la principale exception), en 2021, cette réalité a changé avec l'expansion du pouvoir des GEV, le recul de la sécurité de l'État et de la justice et l'approfondissement des crises politiques internes. Il peut s'agir davantage de cas de communautés en concurrence pour leur contrat social - un choix souvent fait sous un certain degré de coercition par deux

d « Éliminer les conditions propices à la propagation du terrorisme ».



soumissionnaires - de sorte que les citoyens ordinaires et leurs mécènes peuvent « adhérer » à l'offre d'un GEV.

Bien que chaque cas soit différent, pour étayer les réponses appropriées, l'accent devra être mis moins sur l'évaluation des facteurs qui poussent les individus à sombrer dans la violence et plus sur l'évaluation des stratégies visant à contester les groupes à mesure qu'ils évoluent de bandes de raids en proto-États.

Les réponses répressives peuvent se poursuivre malgré les preuves que les approches sur-sécurisées aggravent l'extrémisme. Une concentration excessive sur la sécurité alimente les récits sur une allocation des ressources centrée sur le capital, entraîne le risque que l'élite s'empare du soutien international et perpétue des structures de pouvoir exclusives. Les GEV peuvent utiliser les abus des agences de l'État pour valider les griefs, renforçant ainsi leur position auprès des élites et des communautés.

Surtout lorsque les GEV agissent comme des concurrents proto-étatiques, la programmation risque de créer des efforts descendants de renforcement de l'État et de la sécurité qui sont distincts des considérations relatives à l'économie politique et à l'écologie et qui ne sont pas à même de remédier au manque de légitimité du gouvernement. La programmation risque de mettre à l'écart des initiatives prometteuses de dialogue, de réconciliation et de médiation interne menées par des dirigeants communautaires et des acteurs confessionnels, des initiatives qui peuvent offrir de l'espoir aux niveaux local et national. Des opportunités stratégiques pour déployer une compréhension des modèles commerciaux des GEV peuvent être manquées à moins que les processus de dialogue ne soient correctement encadrés pour fournir des voies inclusives vers la paix.

### *Recommandations*

- Appliquer des analyses stratégiques réalistes des besoins réels pour maintenir le contrôle gouvernemental des zones et des opportunités de reconquête du territoire du GEV. Cette analyse stratégique doit aller au-delà de l'évaluation

militaro-tactique des options de combat pour prendre en compte l'économie politique des élites concernées et des communautés dont elles sont les principaux mécènes.

- Examiner les opportunités de déploiement d'outils basés sur la consolidation de la paix, la gouvernance et le développement, en les hiérarchisant à travers la lentille de l'extrémisme violent et en les adaptant aux défis de ces « écosystèmes de conflit ».

### **3. Réfléter le changement climatique et l'écologie politique dans l'analyse**

Les GEV profitent de la dégradation de l'environnement et de la gestion inéquitable des terres pour se positionner comme justiciers, régulateurs de l'accès aux ressources naturelles et fournisseurs de services judiciaires et administratifs, ainsi que comme substituts des moyens de subsistance. Bien qu'ils n'aient pas encore fait du changement climatique un message majeur, ils pourraient facilement élaborer un récit global le présentant comme la forme ultime de violence structurelle imposée par les pays développés au reste du monde.

### *Recommandations*

- L'analyse des conflits devrait inclure non seulement la dynamique politique entre les diverses identités, moyens de subsistance, groupes politiques et mobilisateurs violents, mais aussi la relation entre les populations humaines et les écosystèmes dans lesquels elles vivent.
- Permettre aux dialogues nationaux de créer un espace pour des conversations locales inclusives sur « l'histoire du lieu » afin d'explorer l'importance économique, écologique, culturelle et sociale des localités, en rassemblant les générations et en donnant aux genres et aux autres identités la possibilité de s'engager. Cela devrait permettre d'explorer des opportunités de restauration des terres qui rétablissent également le tissu social et réduisent l'attractivité des GEV en tant que solutions évidentes aux griefs à court terme.

#### 4. Suivre les flux financiers

Les GEV, en particulier ceux qui ont développé des structures étatiques plus idéologiques et plus profondes, ont besoin de ressources pour soutenir leurs opérations. Pour frustrer leur stratégie, il faut non seulement comprendre leurs sources de revenus, mais également suivre leurs dépenses pour identifier les moyens de vaincre leur modèle commercial.

##### *Recommandation*

- Suivre l'argent : suivre les flux de revenus des GEV et des autres élites indiquées dans le diagramme « voies de prédation » pour comprendre leurs relations et identifier les moyens d'entraver leurs revenus sans dévaster les économies locales ;
- Suivre les dépenses des GEV, en identifiant où ils dépensent leur argent, et donc ce qu'ils pensent leur donner un avantage, pour aider les gouvernements à fournir de meilleurs services et à surpasser les GEV là où ils ont essayé de faire appel aux élites et aux communautés ;
- Renforcer les capacités nationales de suivi des flux financiers illicites à l'intérieur et entre les pays et associer la lutte globale contre la corruption aux systèmes de lutte contre le financement du terrorisme.

#### 5. Traiter le traumatisme pour minimiser les récurrences

Il existe également des différences de genre (et de génération) dans la manière dont les individus réagissent au traumatisme des déprédations des GEV. Ce traumatisme est mal surveillé à l'heure actuelle, mais les stratégies d'adaptation perverses pour un tel traumatisme perpétuent trop facilement la violence domestique, interpersonnelle et communautaire, générant des cycles de dommages et reproduisant des conditions traumatisantes et rendant les conditions propices à un recrutement ultérieur par les GEV.

##### *Recommandation*

- Pour éviter cela, investir dans la santé mentale et le soutien psychosocial (SMSPS) appropriés localement, en utilisant des approches adaptées aux défis locaux et aux ressources communautaires. La SMSPS locale et confessionnelle peut également générer des contre-messages utiles pour d'autres aspects des récits des GEV.

#### 6. Diffuser des récits alternatifs

Les réponses des communautés aux stratégies des GEV sont également façonnées par les politiques gouvernementales, les allocations de ressources et les messages. Cependant, la capacité limitée à surveiller leur impact rend plus difficile l'adaptation appropriée des politiques et des messages.

En effet, comprendre les « récits de campagne » des GEV au niveau local et les différences entre les sexes en ce qui concerne les effets produits sera important pour contester leur attrait et vaincre leur approche. Les GEV utilisent un large éventail de médias, de sorte que les contre-messages devront être également intégrés localement et socialement adaptés.

##### *Recommandation*

- Créer des espaces sûrs pour faire entendre les voix locales, en particulier celles des jeunes et des femmes, qui sont trop souvent marginalisées. Cela contribuera à défier efficacement le recrutement de communautés et d'individus par les GEV.
- Explorer la portée de la médiation locale, y compris par le biais de réseaux religieux et confessionnels, pour contester les messages de griefs idéologiques mondiaux et locaux des GEV aux élites et aux communautés.

# Références

1. <https://www.britannica.com/list/8-deadliest-wars-of-the-21st-century>.
2. Armed Conflict Location and Events Data Project (ACLED), (2021).
3. ACSS (2022) s'appuyant sur les données ACLED. Disponible sur le site Internet : <https://africacenter.org/spotlight/mig2022-01-surge-militant-islamist-violence-sahel-dominates-africa-fight-extremists/>.
4. [https://www.un.org/en/ga/search/view\\_doc.asp?symbol=A/70/674](https://www.un.org/en/ga/search/view_doc.asp?symbol=A/70/674).
5. ONU (2006), [https://www.un.org/en/ga/search/view\\_doc.asp?symbol=A/RES/60/288](https://www.un.org/en/ga/search/view_doc.asp?symbol=A/RES/60/288).
6. PNUD (2017), <https://journey-to-extremis.undp.org/>.
7. « Une forme d'État médiatisée, où les gouvernements s'appuient sur diverses stratégies de négociation avec des sources d'autorité non étatiques pour assurer certaines fonctions du gouvernement, notamment la sécurité publique, la justice et la gestion des conflits locaux à la périphérie du pays » Menkhaus (2007), *Governance without Government in Somalia* [Gouvernance sans gouvernement en Somalie]. Disponible sur : [https://www.researchgate.net/publication/249564774\\_Governance\\_Without\\_Government\\_in\\_Somalia\\_Spoilers\\_State\\_Building\\_and\\_the\\_Politics\\_of\\_Coping](https://www.researchgate.net/publication/249564774_Governance_Without_Government_in_Somalia_Spoilers_State_Building_and_the_Politics_of_Coping)
8. « Dans une arène de concurrence extrême pour la loyauté et l'autorité, ses politiques en matière de maintien de l'ordre, de fiscalité, de mariage et d'éducation construisent des identités d'appartenance au groupe clairement spécifiées et démontrent son autorité, d'une manière qui imite l'État... Daech présente les caractéristiques classiques d'un proto-État, piégé dans un état perpétuel d'instabilité, de flux et de fluidité, qui finit par fusionner et trouver forme alors qu'il défie et impose l'autorité ». Brown, K.E. (2018), *Violence and Gender Politics in the Proto-State "Islamic State"*. Dans Parashar et al. (2018), *Revisiting Gendered States* (Oxford Scholarship Online).

